

Rwanda : Kagamé reconnaît la corruption dans son pays

Deutsche Welle, 15.09.2017 Le Rwanda est souvent présenté comme un modèle de lutte contre la corruption mais le président Paul Kagamé (photo), a reproché à la justice de son pays de souvent juger et condamner uniquement "le petit paysan". Même si le Rwanda est présenté comme un pays où on lutte contre la corruption, ceci ne semble pas être ce que perçoit son président, Paul Kagamé.

Une déclaration en début de semaine du président rwandais a levé le voile sur une autre réalité. "Si la tâche de combattre la corruption me revenait, je commencerais par les autorités et les personnes aisées de la société, car si vous commencez par le petit paysan, cette lutte n'ira nulle part", a déclaré Paul Kagamé. Différents rapports concernant des personnes accusées de corruption et publiés par le ministère de la Justice ont souvent été sujet de moquerie dans la presse locale. Les sommes évoquées sont si faibles qu'elles laissent supposer qu'une partie de la réalité serait dissimulée. "Parler" avec les fonctionnaires Un entrepreneur qui préfère garder l'anonymat décrit le genre de scènes de corruption auxquelles il est confronté lors de la passation de marchés publics. "Parler" avec le fonctionnaire en charge - c'est-à-dire lui verser une certaine somme d'argent, s'avérant alors essentiel. "Il faut seulement rencontrer l'agent chargé des marchés publics pour s'assurer à 70% que le marché sera gagné, à condition de le faire avant d'ajouter, ce qui signifie avoir peu de chances." Pourtant, Musangabatware ci-dessus, l'Ombudsman adjoint chargé de lutter contre la corruption, défend toutefois le travail conduit par son bureau. "Je dirais qu'aucun cas concernant des personnalités n'a été signalé et négligé. On lutte contre la corruption qu'elle soit grande ou petite, on ne néglige rien", explique-t-il. Politique la "Tolérance zéro" "Tolérance zéro", le slogan utilisé largement dans le discours de lutte contre la corruption, est considéré par certains comme une illusion très éloignée de la réalité. Pour Ingabire Marie Immaculée, présidente de Transparency International Rwanda, "une certaine faiblesse des fonctionnaires dans la lutte contre la corruption est toujours présente. D'après ses observations, il n'y a pas assez de rigueur. "Cela nous le constatons aussi bien dans le gouvernement local que dans le secteur de la justice." Selon le rapport 2016 de Transparency International, le Rwanda reste néanmoins bien classé : quatrième parmi les pays les moins corrompus de l'Afrique sub-saharienne après le Botswana, le Cap vert et le Maurice.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});